

[Texte]

consultations with provincial governments, the Atlantic Council of Fisheries Ministers, as well as bilateral discussions with freshwater ministers in B.C.

So there have been a considerable series of discussions in the development of this package in an attempt to take into account various concerns.

**Mr. McCreath:** Specifically on that, could you tell us exactly who, for example, would be represented on the ARC? Would that include organizations like the Maritime Fishermen's Union, the Eastern Fishermen's Federation and the Seafood Producers Association of Nova Scotia? Are those the kinds of organizations there, or is it individuals who sit on that committee?

**Mr. Good:** Those are the kinds of organizations there. In addition, there is the Fisheries Council of Canada and individual fishermen's representatives. So they have a broad representation across all those groups.

**Mr. Jean-Eudes Haché (Assistant Deputy Minister, Atlantic Fisheries, Department of Fisheries and Oceans):** I might add just a few points to that. Mr. Chairman. Specifically in response to Mr. McCreath's reference to the consultation process in the Scotia-Fundy region, he refers to the exercise we went through last year in that region. I think I can say without any doubt that if there was any clear message we received from the fishermen and the fishing industry generally throughout the region, from Grand Manan to Yarmouth to Sydney, it is that the current penalties in the Fisheries Act are totally inadequate; they are simply the cost of doing business. There is certainly a clear demand from the fishing industry generally for increased penalties.

The same applies to the quality of the information that is available. Again, the fishing industry generally recognizes that if our scientists are going to provide adequate scientific advice, they need the proper data. They can get that through their own research surveys, but they also get a very important portion of their information from the fishermen themselves. For that purpose, it is important to have the appropriate mechanisms to make sure information is provided. I think the fishermen themselves recognize that it is essential if, first, the fishery is going to be monitored properly and, second, if the scientists are going to have the proper information to provide adequate scientific advice.

**Mr. McCreath:** Mr. Haché, some people have suggested that these new requirements are going to impose a burden on fishermen in terms of bureaucratizing them in maintaining the records that will provide this. Did any fishermen raise this concern with you when they were calling upon the government to beef up its data collection? Do you see any concern there, or is it being articulated to you?

[Traduction]

côte de l'Atlantique. En outre, on a consulté des gouvernements provinciaux, notamment lors de discussions au sein du Conseil des ministres de pêches de l'Atlantique, ainsi que lors d'entretiens bilatéraux en Colombie-Britannique avec les ministres responsables de la pêche en eaux douces.

Il y a donc eu toute une série de discussions lors de la préparation de cet ensemble d'amendements, afin de tenir compte des diverses préoccupations exprimées.

**M. McCreath:** À ce propos, pourriez-vous nous dire exactement qui est représenté au sein du Conseil régional de l'Atlantique, par exemple? Des organismes comme l'Union des pêcheurs des maritimes, la Fédération des pêcheurs de l'Est et l'Association des producteurs de fruits de mer de la Nouvelle-Écosse y sont-ils représentés? Ce comité est-il composé de représentants de ce genre d'organismes, ou s'agit-il plutôt de particuliers?

**M. Good:** Les organismes de ce genre y comptent des représentants. Il y a en outre le Conseil canadien des pêches et des représentants de pêcheurs particuliers. Tout ces groupes sont largement représentés.

**M. Jean-Eudes Haché (sous-ministre adjoint, Pêches de l'Atlantique, ministère des Pêches et des Océans):** Si vous le permettez, monsieur le président, j'ajouterai quelques détails. Lorsque M. McCreath a parlé du processus de consultation dans la région de Scotia-Fundy, il a fait allusion à ce que nous avons fait l'an dernier dans cette région. Je pense pouvoir dire avec certitude que les pêcheurs et l'ensemble des représentants du secteur des pêches de toute la région, de Grand Manan à Sydney en passant par Yarmouth, nous ont dit bien clairement que les peines prévues actuellement dans la Loi sur les pêches sont tout à fait insuffisantes; elles font simplement partie des coûts d'exploitation. Il est certain que les représentants du secteur des pêches en général demandent des peines plus élevées.

Il en va de même pour la qualité de l'information disponible. Les représentants du secteur des pêches reconnaissent en général que nos spécialistes ont besoin de données valables pour être en mesure de donner des avis scientifiques convenables. Nos spécialistes peuvent obtenir ces données de leurs propres équipes de recherche, mais ils obtiennent également une très grande partie de leurs informations des pêcheurs eux-mêmes. À cette fin, il est important de disposer de mécanismes permettant la transmission de ces informations. Je pense que les pêcheurs reconnaissent volontiers que c'est essentiel pour que la pêche soit surveillée comme il se doit et pour que les spécialistes aient les informations nécessaires afin d'être en mesure de donner des avis scientifiques acceptables.

**M. McCreath:** Monsieur Haché, certains ont dit que ces nouvelles exigences vont imposer un fardeau bureaucratique aux pêcheurs qui devront tenir des registres afin de fournir ces informations. Des pêcheurs vous ont-ils fait part de cette préoccupation lorsqu'ils ont demandé au gouvernement d'étoffer son mécanisme de collecte de données? Y voyez-vous un problème, ou vous l'a-t-on signalé?